La CHRONIQUE de L'ÉCONOMIE

Par **Brigitte TROQUIER** Etudes économiques



BRED BANQUE POPULAIRE

03 novembre 2026

Edit'hebdo

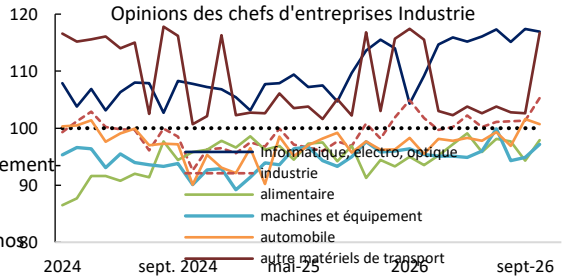
Alors que la France affiche pour le troisième trimestre consécutif une croissance décevante relevant relève de faiblesses en interne, le secteur industriel offre quelques ilots de résistance. Après la lente agonie qu'a subi ce secteur depuis plusieurs décennies, le déclin semble s'être interrompu et la transition énergétique pourrait bien soutenir ce regain.

….L'INDUSTRIE PEUT-ELLE SAUVER LA FRANCE ?

Une fois de plus la croissance française a déçu au cours du troisième trimestre 2026. Selon les premières estimations, elle affiche une performance négative de -0,1% après deux précédents épisodes peu encourageants non plus , zéro au T2 et -0,2 au T1. L'acquis à la fin de cette dernière période se délite à 0,2%, éloignant le scénario d'un objectif annuel et déjà revu à la baisse de 0,4%.

Seule la consommation a permis de ne pas basculer au delà ce résultat.

La croissance oscille depuis plusieurs trimestres entre commerce extérieur et variation de stocks, deux postes ou très erratiques ou sensibles à des variables exogènes tel l'environnement mondial. La demande domestique est fragilisée sur ces deux jambes. D'une part, **la consommation** qui s'est légèrement redressée au cours des deux derniers trimestres pourrait bien à nouveau s'essouffler dans un contexte politique et financier adverse. Quant à l'investissement il est en souffrance depuis plusieurs trimestres déjà du côté des ménages et il décroche à présent du côté de celui des entreprises. Le rôle d'amortisseur que peuvent jouer les projets étatiques semble à son tour compromis par l'état de nos finances publiques.



Et pourtant, les enquêtes réalisées **auprès des chefs d'entreprises** ne sombrent pas encore dans cette apathie contagieuse. Dans quelques secteurs d'activité, elles se maintiennent sur une solide trajectoire. Ils sont peu nombreux à afficher un ferme optimisme mais aucun ne plonge encore à l'opposé. Une analyse plus détaillée conduit à distinguer dans l'ensemble des activités de production sur le territoire celles qui suivent une ferme progression de celle qui émergent d'une longue période de léthargie. Le secteur automobile ou l'agroalimentaire appartiennent à cette catégorie alors que, et sans surprise, l'informatique, les matériels de transport ex auto ou même le secteur des produits électriques font état de perspectives solides que ce soit en matière de production, d'emplois ou de carnets de commandes. Le déploiement d'une énergie propre et plus indépendante constitue un atout qui peut laisser entrevoir une part plus importante de relocalisation d'activités manufacturières sur le territoire français. Ce renversement de situation est ténu mais réel. Depuis la sortie de la pandémie, plusieurs indicateurs allant dans ce sens favorable convergent timidement ou tout au moins ne se dégradent plus. Ainsi en est- il de la part de fabrication française des produits finis sur notre territoire. Cette dernière s'est globalement stabilisée même si elle diverge beaucoup selon les secteurs concernés. Ce moment à son tour ruisselle sur d'autres activités industrielles et de services domestiques. Si le chemin est long, une **nouvelle industrialisation** de la France qui capitalise sur les nombreux atouts que j'ai déjà eu l'occasion d'évoquer peut participer à un projet pour notre pays…A ce titre déjà, l'industrie peut constituer un nouveau relais pour la croissance.

LA CONJONCTURE

USA

- **Un raz de marée démocrate dans les deux chambres ainsi qu'à des postes de gouverneurs dans des forteresses républicaines.**
- **Le PIB** progresse de 3,4% en r.a sur le trimestre**.** L'investissement productif, +12,7 en r.a et la consommation +3,8% en sont les deux principaux moteurs.
- **Le revenu réel des ménages** reflue de 0,3% sur le mois de sept. alors que leurs dépenses réelles stagnent.

ZONE EURO

- **Le PIB de la zone** en hausse de 0,4% au T3 2026 après 0,6% au T2.
- **La croissance allemande** poursuit sa remontée, 0,2% au T3. Elle conduit les autorités à revoir en hausse la croissance annuelle du pays à 1,3%.
- **L'inflation** en hausse à 4% en g.a dans la zone. 3,8% en France et 2,8% en Allemagne. Elle dépasse à présent 5% en Italie et en est proche en Espagne.

CHINE

- **La croissance** s'établit à 4,5% sur le T3 après 4,3% au T2.

	30/10/2026	23/09/2026	02/01/2026
$/€	1,12	1,12	1,17
Brent $	102,1	116,6	59,7
Bond 10 ans	4,96	4,99	4,19
OAT 10 ans	4,94	4,98	3,60
Or Once $	4027,2	4040,6	4352,9

LES MARCHÉS DE TAUX

Après la France, les doutes se diffusent dans la zone euro….

LE MARCHÉ DES ACTIONS

Les inquiétudes sur les taux commencent à rogner les performances boursières

	30/10/2026	Variation semaine	Depuis 02/01/2026
S&P 500	7688,8	0,0	11,9
Nasdaq	26163,8	-0,5	12,2
Euro 50	6157,4	0,5	6,2
CAC 40	7912,2	0,9	-3,0
Nikkei	63472,4	0,1	26,7
MSCI EM	98625,0	-0,6	12,6

ETAS UNIS : LAME DUCK OU HONEYMOON POUR D. TRUMP ?

L'échéance de mi mandat est sur le point de se terminer et s' il est de tradition que le Président en place perde la chambre des représentants à ce moment de son mandat, ce qui se joue pour D.Trump est peut être plus profond … Car la perte de ces élections le priverait, comme un canard boiteux, de poursuivre la transformation de son pays à son image : plus dérégulée, plus pro business quel qu'en soit le prix, plus « America First ».

Ironiquement, il ne semble pas que ce soit du côté de la santé économique du pays qu'i puisse trouver la réponse de sa défaite. Car l'incertitude prévaut largement malgré des résultats économiques qui devraient écarter le doute sur ces résultats. La croissance affiche une nouvelle performance de 3,4% en r.a sur le trimestre. Et si une fois de plus on ne peut que constater une concentration de cette performance sur les investissements dans les équipements 21% de hausse en r.a, et la moitié de la performance du trimestre, la consommation y conserve une contribution de 3,8%.

Ces déséquilibres se traduisent aussi par la poursuite du creusement du déficit commercial de biens du pays qui, sur les 12 derniers mois a atteint un niveau record de 1 340 Mds$. La politique commerciale versatile de cette administration semble avoir créé plus d'instabilité que de relocalisations d'activités sur le territoire des Etats Unis. Financièrement, elle n'a pas non plus servi les intérêts de cette nouvelle administration qui, après l'annulation par la cour suprême d'une partie de ces taxes a contraint les autorités à procéder au remboursement. Au-delà des aspects financiers de ces dispositions, cette politique erratique a profondément abimé les relations des Etats Unis avec ses partenaires proches ou plus éloignés. C'est ainsi le cas du Canada, l'un de ses plus proches voisins, qui en contrepartie tente de se rapprocher de l'UE. SI cette politique a profondément terni les relations avec ses principaux partenaires, elle a aussi conforté la place de la Chine qui n'a pas hésité à répliquer grâce à son atout majeur qu'est la concentration de terres rares indispensables aux activités des secteurs technologiques.

Le marché de l'emploi rester bien orienté, avec un taux de chômage de 4,2% en septembre dernier. Il est néanmoins désorienté par **une politique migratoire brutale** qui perturbe l'activité dans de nombreux secteurs et plus particulièrement dans des Etats agricoles souvent républicains et qui peinent à recruter.

Au-delà de tous ces points, les étatsuniens concentrent d'abord leur mécontentement sur leurs conditions de vie qui subissent de plein fouet les conséquences d'une inflation dont l'origine trouve sa source dans l'agression des Etats Unis sur l'Iran. Cet érosion creuse un peu plus les écarts de revenus des ménages américains qui, au-delà des revenus du travail, pour certains d'entre eux engrangent plus de revenus du capital et pour d'autres moins de revenus de transferts. Les premiers résultats de ces élections de mi mandat laissent peu de doute sur le fait que le choix des Américains a décidé que cette seconde partie de son mandat limiterait l'action du Président à celle d'un Lame Duck, laissant s'envoler tout espoir d'une Honeymoon.

L'ÉVOLUTION DES CLASSES D'ACTIFS



Document à caractère publicitaire non contractuel.
BRED Banque Populaire - Société anonyme coopérative de banque populaire régie par les articles L 512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires et aux établissements de crédit, au capital social de 1 893 934 238,40 euros. Siège social : 18, quai de la Rapée 75604 PARIS Cedex 12 - 552091795 RCS Paris Ident. TVA FR 09 552 091 795 - Intermédiaire en assurances immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 003 608.